



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
23 avril 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)
21-26 avril 2012

**Réunion spéciale du Groupe interinstitutions sur
le commerce et les capacités productives du Conseil
des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies**

Réunion spéciale à l'occasion de la treizième session de la Conférence

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, Doha, le 21 avril 2012

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

Réunion spéciale du Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies

1. Le Vice-Secrétaire général de l'ONU et le Secrétaire général adjoint de la CNUCED ont présidé cette réunion spéciale du Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, à laquelle ont participé des hauts responsables de 11 organismes membres du Groupe interinstitutions, à savoir le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Centre du commerce international (CCI), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation internationale du Travail (OIT), la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique pour l'Europe (CEE), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). En outre, le Lesotho, le Népal, la Suisse et le secrétariat du Cadre intégré renforcé ont contribué au débat.
2. La réunion a permis de faire le bilan de l'action du Groupe interinstitutions depuis sa création en 2008, et de présenter les vues des organismes sur le thème de la Conférence. Elle a été aussi l'occasion d'annoncer le projet d'aide au commerce de la Banque islamique de développement pour les pays arabes, devant être exécuté par certains organismes membres du Groupe interinstitutions.
3. De nombreux intervenants ont mis en avant les trois grands objectifs du Groupe interinstitutions: a) renforcer le rôle du commerce et des capacités productives dans l'assistance technique intégrée fournie par les Nations Unies; b) assurer la coordination interinstitutions dans le cadre de l'initiative «Unis dans l'action»; et c) renforcer les liens entre les organismes non résidents et les bureaux de pays des Nations Unies.
4. Le Groupe interinstitutions était parvenu à forger avec les gouvernements des partenariats «sur mesure» en renforçant l'appropriation et la prise en main par les pays. Il a été souligné qu'à l'avenir, d'autres domaines d'action thématiques bénéficieraient de l'expérience de ce mécanisme interinstitutions. Le Vice-Secrétaire général de l'ONU a appelé les donateurs à une plus grande cohérence dans le financement des opérations des Nations Unies, en particulier en accroissant les ressources financières pour les fonds d'affectation spéciale multidonateurs.
5. Parmi les réussites du Groupe interinstitutions on pouvait citer: a) l'implication accrue du Groupe dans les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, comme demandé par les autorités nationales et par les coordonnateurs résidents des Nations Unies; b) une meilleure cohérence des politiques en ce qui concerne les besoins sur le plan de l'offre; et c) l'harmonisation des opérations des Nations Unies avec les plans nationaux et régionaux de développement.
6. Il a été fait référence à la contribution du Groupe interinstitutions pour assurer la complémentarité et la coordination des approches avec l'initiative d'aide au commerce et avec le Cadre intégré renforcé – en particulier dans les pays pilotes de l'initiative «Une ONU» et dans les pays qui avaient souscrit à l'initiative «Unis dans l'action». Ces deux cadres d'action pouvaient contribuer à un processus de mondialisation plus équitable et plus solidaire qui offrirait à tous de meilleures chances.

7. Un représentant a dit que la valeur ajoutée du Groupe interinstitutions était sa capacité d'apporter des solutions de développement de caractère systémique à des problèmes sectoriels. Les interventions du Groupe en Iraq et dans la République-Unie de Tanzanie, où grâce à son approche multidimensionnelle il pouvait aider à pourvoir aux différents besoins en termes de soutien stratégique, institutionnel et opérationnel, ont été citées en exemple.

8. Du point de vue d'un donateur, on a fait valoir qu'une assistance technique sur mesure dans des domaines tels que la promotion des exportations, les normes et la gestion de la qualité, la formulation des politiques commerciales et le respect des normes en matière de travail et d'environnement était la clef du développement des capacités productives et du renforcement de la compétitivité internationale dans les pays les moins avancés (PMA). Ont été cités à titre d'exemples les programmes conjoints du Groupe interinstitutions dans la République démocratique populaire lao et dans la République-Unie de Tanzanie, qui étaient financés actuellement par la Suisse. L'un et l'autre projets concernaient le tourisme durable, la production respectueuse de l'environnement et les capacités exportatrices. Il ressortait des leçons apprises que pour une mise en œuvre bien coordonnée il fallait initialement investir dans la formulation du projet et dans ses modalités opérationnelles. L'adhésion au principe d'une mise en œuvre conjointe était jugée cruciale pour le succès futur.

9. Le Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale (SPECA) a également été mentionné comme un bon exemple des interventions conjointes conduites par le Groupe interinstitutions.

10. Pour l'avenir, plusieurs intervenants ont parlé de la contribution nécessaire du Groupe interinstitutions en faveur d'interventions mieux coordonnées aux niveaux régional et sous-régional. Le Groupe interinstitutions était particulièrement à même d'apporter un utile soutien au Plan d'action pour stimuler le commerce intra-africain établi par l'Union africaine.

11. L'approche suivie par le Groupe interinstitutions et son action sur le terrain pour intégrer la question du commerce dans les politiques et les plans nationaux de développement bénéficiaient d'un large soutien. Ainsi, l'atelier régional organisé par le Groupe au Népal au cours de la semaine qui suivrait la présente réunion était jugé très utile pour faire comprendre l'importance du commerce dans les stratégies de développement. La plupart des intervenants ont souligné à cet égard le rôle du commerce comme un outil essentiel pour une mondialisation qui contribue au développement.

12. Un représentant a souligné que le Groupe interinstitutions devait conduire l'action des Nations Unies dans les domaines liés au commerce dans le cadre du programme pour le développement au-delà de 2015.

13. En ce qui concerne les questions de politique générale en rapport avec le thème de la Conférence, un représentant a souligné que compte tenu des défis complexes liés aux stratégies de développement, aucun organisme ne pouvait apporter de façon individuelle une aide efficace. La collaboration que permettait un mécanisme comme celui du Groupe interinstitutions représentait une approche unique efficace. Le rôle du Groupe interinstitutions dans les chaînes d'approvisionnement et de création de valeur dans un environnement mondialisé a été cité en exemple.

14. Plusieurs intervenants ont salué le rôle que jouait le Groupe interinstitutions en offrant un cadre de coopération pour des modes de développement durable et équitable dans le contexte de la mondialisation. Un intervenant a insisté sur le rôle de l'éducation et de l'acquisition de compétences professionnelles pour permettre aux travailleurs de bénéficier de la mondialisation. Dans ce contexte, la méthode de l'Organisation internationale du Travail concernant les compétences pour le commerce et la diversification économique

avait été conçue pour pouvoir être intégrée facilement dans les projets d'assistance technique liée au commerce dans le cadre des activités de collaboration sous la conduite du Groupe interinstitutions.

15. L'attention a été appelée sur la nouvelle édition de 2010 du *Trade Capacity-Building Resource Guide* préparée par l'ONUDI qui contenait le répertoire actuel le plus exhaustif des compétences et des services offerts par les organismes bilatéraux et multilatéraux dans le domaine du commerce et des capacités productives.

16. À la fin de la réunion, le représentant de l'International Islamic Trade Finance Corporation a donné des informations sur le projet d'aide au commerce pour les États arabes, auquel étaient associés le PNUD, la CNUCED, l'ONUDI, le CCI et l'OIT. L'objet de l'opération était d'aider les pays arabes dans leurs réformes commerciales et de renforcer leur compétitivité sur les marchés régionaux et mondiaux tout en cherchant des réponses aux problèmes de chômage. La Banque islamique de développement verserait une contribution de 2 millions de dollars pour cette initiative, qui serait mise en œuvre dès que d'autres ressources venant de donateurs auraient été mobilisées.
